Hasard et nécessité : comment suis-je devenu DDG-SG en mai 1999 ?

« La chance ne sourit qu'aux esprits qui y sont préparés ». Louis Pasteur.

Sur cette photo je suis dans mon bureau à l'Agence Internationale de l'Energie Atomique à Vienne. J'y suis en tant que Directeur Général Adjoint de l'Agence, à la tête du Département des Garanties ("Department of Safeguards") dont la tâche principale est de vérifier l'utilisation exclusivement pacifique des matières nucléaires se trouvant dans les états non dotés de l'arme nucléaire.

Voici comment je suis arrivé là.

Le dimanche 25 octobre 1998 Colette, mon épouse, me conduit de notre maison de Bruxelles à l'aéroport de Zaventem. Elle m'a fortement encouragé à assister à la European Nuclear Conference à Nice, où de nombreux experts de mon domaine seront réunis.
En 1977, j'ai rejoint Synatom, la société chargée de l'approvisionnement en combustible frais et de la gestion du combustible usé de toutes les centrales nucléaires belges, qui produisent environ 60 % de la production d'électricité du pays. J'en suis devenu directeur général en 1987. Colette sait que depuis un certain temps je ne m'amuse plus dans mon travail à Synatom et a suggéré que ma participation à cette conférence me changerait les idées.

J'ai adoré mon travail à Synatom où j'ai mis au point une stratégie d'approvisionnement permettant à la fois une grande sécurité d'approvisionnement et une flexibilité permettant de profiter des meilleures opportunités dans un marché souvent très fluctuant, de manière à minimiser les coûts. Nous avons diversifié au maximum nos sources d'approvisionnement en uranium, et en services de conversion et d'enrichissement de l'uranium. Cela m'a conduit à négocier avec des fournisseurs du monde entier : Etats-Unis, Russie (Soviétique), Canada,

Australie, Niger, Kazakhstan, Chine, Afrique du Sud, et bien sûr plusieurs pays d'Europe. Je me suis aussi passionné pour la gestion du combustible usé et des déchets radioactifs. Mais après plus de 20 ans à Synatom je commençais à me lasser de faire toujours la même chose, et d'autre part je ne me sentais plus en phase avec la direction du Groupe Tractebel-Electrabel dont la haute direction ne me semblait plus disposée à défendre comme avant la production d'électricité d'origine nucléaire et ses mérites pour l'environnement, la sécurité d'approvisionnement, la stabilité des coûts, les emplois hautement qualifiés et last but not least notre balance des paiements.[1]

A Nice il fait beau. Il y a même des moustiques dans la petite chambre de mon modeste hôtel situé près du Centre de Conférences. Je suis seul pour passer la soirée et rien ne permet de présager que le lendemain sera une journée qui transformera mon existence et celle de ma famille.

Le lundi, à la séance inaugurale du Congrès l'invité d'honneur est Mohamed ElBaradei qui a été nommé, un an plus tôt, Directeur Général de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) située à Vienne. Je ne le connais pas, contrairement à son prédécesseur Hans Blix qui a dirigé l'Agence pendant 16 ans et que j'ai rencontré à de nombreuses reprises notamment lorsque je présidais l'Institut de l'Uranium situé à Londres.

Ce soir-là, je suis convié par Jean Syrota, président de la COGEMA[2], à un dîner d'une cinquantaine de personnes au musée Matisse. Avant le dîner nos hôtes ont organisé une visite du musée par petits groupes. Dans le mien se trouve ElBaradei à qui je me présente poliment. A ma surprise il me répond « I know who you are », prélude à une brève conversation durant laquelle il me dit: « savez-vous que Bruno Pellaud[3] quitte ses fonctions à la fin de cette année ? »; « non, qui le remplacera ? »; « Ce n'est pas encore décidé » me dit ElBaradei.

La visite terminée je me retrouve à une autre table que lui et notre conversation en reste là.

Le lendemain, je rencontre avec plaisir Agneta Rising, une Suédoise tout-à-fait remarquable par son professionnalisme, son dynamisme, son tact et son charme. J'ai soutenu il y a peu sa candidature à la présidence de l'Institut de l'Uranium, poste qu'elle occupera avec brio. Elle tient à me présenter quelqu'un « de très intéressant », un certain John Ritch, ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'AIEA à Vienne.

C'est ainsi que je me retrouve en tête à tête avec John Ritch autour d'un verre de bière à la cafétéria du Congrès. John est impressionnant par sa taille et sa carrure. Il a plus l'air d'un joueur de football américain (ce qu'il fût je crois à l'université) que d'un ambassadeur. Il parle sans articuler et j'ai du mal à comprendre tout de suite ce qu'il dit et pourquoi il tient à me rencontrer. Je finis par comprendre qu'il est intéressé par le poste de Secrétaire Général de l'Institut de l'Uranium et souhaite avoir mon avis en tant qu'ancien président de cet Institut. Avant de nous séparer nous échangeons nos cartes de visite.

---

[1] En décembre 2002, la Chambre des représentants de Belgique adoptera une loi de sortie du nucléaire. Cette loi interdit la construction de nouveaux réacteurs nucléaires et limite à un maximum de 40 ans les permis d'exploitation des sept réacteurs du pays.

[2] Companie Générale des Matières nucléaires, société française fondée en 1973 pour se consacrer à l'enrichissement de l'uranium (usine d'Eurodif), puis à l'exploitation de mines d'uranium surtout au Niger, et aussi à la construction et l'exploitation des usines de retraitement du combustible usé à La Hague.

[3] l'ingénieur suisse qui est actuellement Deputy Director General and Head of the IAEA Safeguards Department.

Le jour suivant, après avoir co-présidé une session du Congrès relative au cycle du combustible nucléaire avec Victor Mourogov (Directeur Général Adjoint de l'AIEA en charge du Département de l'Energie Nucléaire), je déjeune avec Jean van Vliet un collègue belge de longue date. Ce grand et fort gaillard blond et moustachu, aux lunettes à verres épais, est le directeur de l'usine de fabrication de combustible au plutonium (MOX) de la Belgonucléaire (dont il deviendra par la suite le directeur général). C'est un homme rond et jovial avec un bon sens à toute épreuve et qui ne connait pas le double langage. Nous ne nous voyons pas souvent mais j'ai pour lui de l'estime et de l'amitié.

Parlant de choses et d'autres autour d'une choucroute très médiocre dans un petit restaurant loin de la foule, je lui raconte mon étrange conversation avec ElBaradei. Sa réaction est immédiate : « Pierre, tu dois soumettre ta candidature ». Devant mon scepticisme il s'écrie « Mais enfin, sérieusement, si toi tu n'es pas compétent pour ce poste alors dis-moi qui l'est ! ». J'avoue qu'il m'a ébranlé. J'ai hâte de rentrer pour en parler avec Colette.

En tant que président de l'Institut de l'Uranium en 1992-1993, j'ai eu l'occasion de rencontrer à quelques reprises M. Hans Blix, directeur général de l'AIEA, pour discuter de questions de coopération nucléaire et de non-prolifération. Je sais donc bien que l'objectif statutaire de l'Agence est de "*...s'efforcer à hâter et d'accroître la contribution de l'énergie atomique à la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier* " et de s'assurer "*dans la mesure de ses moyens, que l'aide fournie par elle-même ou à sa demande ou sous sa direction ou sous son contrôle n'est pas utilisée de manière à servir à des fins militaires* ".
Sa principale contribution à la paix et à la sécurité mondiales est assurée par les vérifications effectuées à l'échelle mondiale par le Département des Garanties (Department of Safeguards), qui contribue également au contrôle des armements nucléaires et au désarmement, à la demande des États Membres.
Je considère donc le poste de chef du département des garanties comme probablement le plus important auquel je puisse rêver.

Le vendredi 30 octobre, de retour à Bruxelles, je raconte à Colette tout ce qui s'est passé à Nice. A ma surprise elle me dit « Jean a parfaitement raison, envoie immédiatement ton CV ». Je n'en reviens pas. Nos enfants ont respectivement 21, 19 et à peine 17 ans. Le cadet, Antoine, vient de commencer sa dernière année de lycée à l'Ecole Européenne. Mes parents qui vivent seuls dans leur grande maison de la drève du Caporal à Uccle sont âgés et en mauvaise santé. Je demande à Colette « si jamais je devais obtenir ce poste, tu réalises que cela veut dire s'installer à Vienne ? », « Oui, bien sûr », « et les enfants ? », « on verra, une chose à la fois ». C'est ainsi que le jour même, sans plus réfléchir et peu convaincu de mes chances de succès, j'envoie mon curriculum vitae à ElBaradei.

Ce que ce CV ne dit évidemment pas, c'est que ma première expérience de physique nucléaire je l'ai faite à l'âge de 5 ans. C'était pendant la première guerre mondiale. Mon père, avocat de profession, après avoir été blessé par le Allemands le 27 mai 1940, travaillait comme prisonnier de guerre, dans un Kommando, en tant que bûcheron dans la forêt du Hanovre. Nous étions réfugiés, ma mère et moi, à Bâle, en Suisse. Le marchand de chaussures pour enfants avait un fluoroscope, un appareil à rayons X qui permettait de vérifier que les chaussures n'étaient ni trop grandes ni trop petites. J'étais fasciné de voir les os de mes pieds bouger. De tout temps j'ai adoré faire de petites expériences. Ma mère était terrifiée par les électrolyses que je réalisais dans ma chambre ou par les mélanges explosifs que je tentais dans le jardin. Adolescent, je rêvais de faire de grandes découvertes scientifiques. J'ai, en quelque sorte, toujours su que je deviendrais ingénieur.

J'ai très tôt été fasciné par le développement de la production d'électricité d'origine nucléaire. L'idée que grâce aux réacteurs surgénérateurs, l'homme dispose désormais d'une source d'énergie quasi inépuisable m'enthousiasmait.

De manière plus anecdotique : mes grands-parents possédaient "Le Facqueval", une grande maison de campagne située sur un éperon rocheux dominant la vallée du Hoyoux, près de Huy. Lorsqu'en mai 1945, à son retour de captivité, mon père a voulu réintégrer la propriété, l'accès lui en a été interdit par l'armée américaine[4]. Ce n'est que 14 ans plus tard, en 1959, que nous avons appris, par le plus grand des hasards, qu' y avaient été enfermés, avant leur transfert à Farm Hall en Angleterre, trois prix Nobel, Max von Laue, Otto Hahn, et Werner Heisenberg, ainsi que les savants atomistes Gerlach, Harteck, Diebner, von Weizsacker, Karl Wirtz, Bagge, et Korshing.
Quand en1961 Heisenberg est nommé Docteur Honoris Causa de la Faculté des Sciences de l'Université Libre de Bruxelles (ULB), mon père lui fait signe pour lui dire qu'il est le propriétaire du Facqueval où il a été prisonnier. C'est ainsi que nous avons dîné Heisenberg, mon père et moi, au restaurant Le Cygne sur la Grand-Place de Bruxelles, et qu'Heisenberg nous a raconté comment il avait freiné (selon lui) les recherches allemandes sur l'arme nucléaire se rendant compte du danger épouvantable que ce serait si elle tombait entre les mains de Hitler.

Mais revenons-en à 1998 !
J'ai toujours pensé qu'il était raisonnable de produire entre 30 et 50% de notre électricité à partir de centrales nucléaires. C'est une façon efficace de lutter contre l'effet de serre (en minimisant le relâchement de CO2 dans l'atmosphère) et d'accroître notre sécurité d'approvisionnement. C'est aussi, dans bien des cas, favorable à la balance des paiements et au développement d'emplois hautement qualifiés. Je suis convaincu que le problème de la gestion et du stockage définitif à court, moyen et très long terme des déchets nucléaires de faible, moyenne et haute activité, est bien davantage de nature politique et sociétal que technique et industriel. Mais le développement de l'électricité d'origine nucléaire ne va pas sans un environnement favorable : tout d'abord l'absolue nécessité que les autorités de sûreté soient indépendantes tant de l'industrie nucléaire que des autorités politiques du pays, et que l'opposition au nucléaire puisse s'exprimer librement. Il requiert aussi de disposer d'une infrastructure industrielle très développée et de cadres universitaires compétents et bien formés.
Pour que l'usage pacifique de l'énergie nucléaire puisse se développer, il faut avant tout qu'aucun pays ne puisse détourner ses applications civiles vers des objectifs militaires. C'est en cela que le rôle de l'AIEA est primordial et en particulier la fonction de Directeur Général Adjoint en charge du Département des Garanties. Remplir cette fonction me permettrait de mettre mes capacités au service de ce noble objectif.

La nuit dit-on porte conseil. Le lendemain je retrouve dans mon fichier de cartes de visites celle de Bruno Pellaud que je connaissais bien en tant que collègue de l'industrie nucléaire. Je lui téléphone donc le samedi en fin de matinée. Il commence par m'expliquer que c'est une chance incroyable que je l'atteigne à son domicile privé parce qu'il est en train de fermer ses dernières caisses de déménagement en vue de son départ de l'AIEA à la fin de l'année. Il a mis fin à son bail fin octobre et s'installe aujourd'hui même dans un "appart-hôtel". Une heure plus tard je ne l'aurais plus atteint (nous n'avions pas, à l'époque, de téléphones portables !).

[4] Cet épisode est décrit dans "Operation Epsilon : The Farm Hall Transcripts" (page 24), publié en 1993.

Je lui explique ce qui m'a amené à envoyer la veille mon CV à ElBaradei. « Formidable ! Je n'avais pas pensé à toi. Aucun des candidats que nous avons rencontrés ne m'a convaincu. Je vais soutenir ta candidature. Envoie-moi ton CV. Ceci dit, il est indispensable que tu obtiennes le soutien de ton gouvernement et l'appui des Etats-Unis. »

Je raccroche et téléphone immédiatement au numéro privé que John Ritch m'a laissé quatre jours plus tôt à Nice, pour lui annoncer que je viens d'envoyer ma candidature au poste de "DDG-Safeguards" occupé par Bruno Pellaud. John m'a semblé prêt à soutenir ma candidature.

Jusque là les choses se présentent plutôt bien. Mais comment obtenir l'appui de la Belgique, moi qui n'ai jamais fait de politique et ne suis membre d'aucun parti ? Je prends contact avec Mireille Claeys qui est directeur de la politique scientifique au Ministère des Affaires Etrangères. Elle suit de près tout ce qui touche à l'énergie nucléaire en Belgique et en particulier les questions de non-prolifération. Nous avons eu par le passé de bons rapports professionnels. Elle me fixe rendez-vous dans son bureau du ministère où je me rends le mercredi 4 novembre.
Je lui explique les raisons de ma démarche. « Pas de problème » me dit-elle, « la Belgique n'a présenté aucun candidat à ce poste et dès lors nous vous soutiendrons ». Elle ajoute qu'elle doit prévenir immédiatement notre ambassadeur auprès de l'AIEA à Vienne pour qu'il organise des rencontres avec les principaux représentants des Pays Membres de l'Agence à Vienne. C'est d'autant plus urgent que la prochaine réunion du Conseil des Gouverneurs à lieu le 25 novembre, ce qui nous laisse très peu de temps.
Je lui signale que c'est peut-être aller trop vite car je n'ai pas encore eu le temps de prévenir mon patron, Mr. Jacques Laurent, qui est l'administrateur délégué de Synatom et membre du Comité de Direction de sa maison mère Tractebel.

Mireille Claeys insiste, il faut alerter Vienne immédiatement d'autant plus qu'elle part en vacances dans deux jours. Je me rends à ses raisons. Alea jacta est !

De retour dans mon bureau je demande à rencontrer Mr. Laurent le plus vite possible pour l'informer de mes démarches. Sa secrétaire me répond qu'il n'est pas libre avant lundi prochain soit cinq jours plus tard....

Je téléphone alors à Philippe Bodson, le charismatique patron du Groupe Tractebel, pour l'informer de ce que j'ai entrepris. Je suis réconforté en l'entendant me dire « Pierre, je pense que tu as toutes les qualités pour obtenir ce poste. Si c'est le cas nous serons fiers qu'un agent de Tractebel accède à cette haute fonction, même si ta coopération nous manquera. En tous cas nous ne mettrons aucun obstacle à ta démarche ». Quel bel encouragement.

Deux jours plus tard, le vendredi 6 novembre, John Ritch m'envoie un e-mail me disant :

« I spoke with Mohamed ElBaradei immediately after our conversation and conveyed my enthusiasm. It was, I believe, a good thing I called because he seemed determined to make a decision in time to announce it to the Board by the end of this month. Although he had received your CV, he still seemed to be leaning toward Kupers. He was however open.
I told Mohamed that I thought it imperative that he interview you as quickly as possible because he would find that you are a stronger candidate, with a larger global perspective, better technical credentials, and the kind of personality that he would enjoy working with. On the latter I think he trusts my judgment considerably. »

Je suis ébahi par la conviction qui se dégage de ses propos alors qu'il ne m'a vu qu'une seule fois à Nice.

Dans un autre mail le même jour il me signale que je devrais rencontrer Bob Einhorn qui est Deputy Assistant Secretary of State. Si en plus du sien j'obtiens le soutien de Bob Einhorn, alors j'ai le « U.S. support » requis. Bob voyage beaucoup. Revenant de Corée, il doit être à Paris les 17 et 18 novembre et ce serait bien si je pouvais m'y rendre pour le rencontrer. Et, avec un humour qui le caractérise, John termine son message par « Are we moving fast enough for you ? ».

Peu après ElBaradei me convoque d'urgence pour un entretien à Vienne. Comme les choses doivent rester confidentielles, je profite de la fête de l'Armistice pour faire un aller-retour à Vienne le 11 novembre à titre privé.

Marc Pecsteen, premier secrétaire à l'ambassade de Belgique, vient me chercher à mon arrivée à l'aéroport de Vienne. Je découvre rapidement que ce jeune homme est une fin diplomate qui connait à fond les dossiers dont il a la charge et qu'il fait l'admiration de ses collègues étrangers. Dans la voiture qu'il conduit, il me prodigue des conseils qui me seront précieux.

Nous arrivons au Vienna International Center (VIC), cet ensemble de bâtiments modernes aux formes incurvées, dont l'AIEA occupe la majeure partie.

Mon premier rendez-vous est à 11 heures avec ElBaradei qui est assisté de Yasu Komizo, son assistant chargé des questions du personnel. Je suis reçu dans son immense bureau situé au 28ème étage de la tour A, d'où l'on a une vue magnifique sur la campagne environnante, du Kahlenberg jusqu'au Danube et au-delà. L'entretien, très cordial, ne dure pas plus d'une demi-heure et reste de nature générale. Il est clair que ce qui intéresse le DG dans mon parcours professionnel c'est mon expérience technique et commerciale du cycle du combustible nucléaire et surtout ma longue expérience de management dans le secteur privé. Il me demande comment je compte faire pour passer de la gestion d'une petite société de 25 personnes à celle d'un département de plus de 600 ? Je réponds qu'à Synatom je supervise directement le travail d'une dizaine de cadres supérieurs et que je suis parfaitement au courant de ce que font les autres employés. J'ajoute que mon style de gestion est fondé sur le consensus et la délégation de pouvoir associée à un stricte contrôle, et que je ne pense pas qu'il soit possible de diriger directement plus d'une douzaine de personnes quelle que soit la taille de l'organisation. Il me demande toutefois de lui envoyer un CV qui fasse mieux ressortir mon expérience en matière de non-prolifération.

Je rencontre ensuite, dans un bureau voisin, David Sinden, le conseiller scientifique du Directeur Général. Un Canadien tout-à-fait charmant que j'avais rencontré des années auparavant je ne sais plus où. Il compte partir prochainement à la retraite et, de fait, je ne le reverrai plus.

Je rejoins peu après l'Ambassadeur de Belgique, Michel Adam, qui m'a fixé rendez-vous au restaurant de l'Agence avec Marc Pecsteen pour m'expliquer comment fonctionne l'Agence.

Ils me confirment ce que j'avais lu dans le numéro de Nucleonics Week du 15 octobre 1998 à savoir qu'il y a trois candidats officiels, c'est-à dire proposés par leurs gouvernements

respectifs : Gerhard Kupers par les Pays-Bas, Pasi Patokallio par la Finlande et Anita Nielsen par la Suède. D'autres candidats potentiels pourraient être Laercio Vinhas, directeur des safeguards à la Commission Nationale de l'Energie Nucléaire du Brésil, et Waldo Stumpf l'impressionnant PDG de l'Atomic Energy Commission d'Afrique du Sud.[5]

Récemment s'est ajouté à cette liste un Espagnol (Pablo Blanc) qui est numéro deux de WANO (World Association of Nuclear Operators). Comme ce fut le cas pour lui, Michel Adam me signale qu'il va organiser pour moi la semaine prochaine un déjeuner avec les représentants permanents des 15 pays membres de l'Union Européenne qui auront ainsi l'occasion de faire ma connaissance et de me poser des questions.

Après le déjeuner je rencontre David Waller, le Deputy Director General (DDG) américain de 50 ans en charge de l'administration et des finances de l'Agence. C'est un grand et bel homme, très élégant, qui me reçoit dans son bureau. Je ne pourrais plus dire avec précision de quoi nous avons parlé. Je pense lui avoir dit que le chiffre d'affaires de Synatom est supérieur à celui de l'Agence.

Je rejoins, pour un dernier entretien, Bruno Pellaud dans son bureau du 19éme étage où je suis accueilli par sa secrétaire principale Christine Allin.

A peine rentré à Bruxelles je trouve un message de l'Ambassade des Etats-Unis à Paris me signalant que Bob Einhorn souhaite me rencontrer le mardi 17 novembre à 18 heures à l'Hôtel Cayré, boulevard Raspail dans le 6ème arrondissement. Personne n'a l'air de se rendre compte que je suis pour l'instant Directeur Général de Synatom et que c'est un full time job qui m'oblige à être présent au bureau ! La chance continue toutefois d'être de mon côté. Il se fait que le 18 novembre je dois assister à une réunion du Directoire d'Eurodif [6], dont je suis membre.

Je préviens Jacques Laurent de la raison pour laquelle je dois être à Paris le 17 au soir et le prie d'excuser mon absence à une réunion du « groupe de pilotage » de la communication nucléaire d'Electrabel. Je réserve une chambre dans mon hôtel habituel "Le Pas de Calais", situé rue des Saints-Pères ... à 500 mètres de l'hôtel de Bob Einhorn.

Le jeudi 12 novembre notre ami Douglas Marr, qui habite à Bruxelles pour y représenter la British Nuclear Fuel Limited (BNFL), et qui est célibataire ce soir là, vient dîner chez nous à la cuisine. Bien que je sois très discret sur ma démarche auprès de l'AIEA, c'est en toute confiance que je lui raconte ce que Colette et moi avons déclenché. Je lui dis qu'ElBaradei m'a demandé de lui envoyer un nouveau CV mettant mieux en évidence mon expérience en matière de non-prolifération. Peut-il m'aider à le rédiger ? Et pendant deux heures mon pauvre ami Doug, dont c'est l'anniversaire aujourd'hui, m'aide à réécrire mon CV, me faisant redécouvrir que déjà en 1971 la thèse annexe de mon doctorat en sciences appliquées avait trait à la probabilité de détection de détournements de plutonium dans une usine de fabrication

[5] Cet article de Nuclonics Week relate aussi que Pellaud (61 ans) a en fait remis sa démission avec effet au 31 décembre 1998 alors que son mandat expirait normalement à la fin du mois d'avril 1999, et qu'il compte s'installer comme consultant.

[6] EURODIF S.A. est la société mère de EURODIF PRODUCTION (1000 employés) qui exploite une gigantesque usine d'enrichissement par diffusion gazeuse fournissant ses services à des clients du monde entiers. https://fr.wikipedia.org/wiki/Eurodif_(entreprise)

de combustible MOX[7], et que plusieurs autres de mes publications ont trait aux questions de désarmement et de non-prolifération. Ainsi dans la Wall Street Journal des 14-15 janvier 1994 j'avais publié un article intitulé "Corral Plutonium for Peaceful Use", et dans une réponse à Jacques Attali devant la Commission des Finances et des Affaires Economiques du Sénat, le 18 décembre 1996, j'avais fait un long exposé sur "Le Plutonium et la Non-Prolifération".[8]

Et pendant ce temps là, la vie continue normalement à Synatom.

Le mardi 17 novembre, je prends le train pour Paris, et, de mon hôtel, c'est à pied que je me rends au rendez-vous, finalement fixé à 21 heures à l'hôtel Cayré, 4 boulevard Raspail. Bob Einhorn a ma taille, il est aussi mince que moi, avec un visage très fin et des yeux perçants brun foncé. Nous discutons pendant deux heures dans un coin du hall d'entrée de son hôtel. Bien qu'il soit très réservé et parle bas, j'ai l'impression en le quittant que le contact a été bon.

Le lendemain, alors que je suis en réunion du directoire d'Eurodif, on me signale un appel téléphonique urgent de l'étranger. A ma grande surprise c'est Wilhelm Gmelin, le directeur et grand patron des Safeguards d'EURATOM [9] qui m'appelle pour me dire qu'il a été informé de ma candidature à l'AIEA et que, en l'absence d'un candidat allemand, il est tout-à-fait en ma faveur. Il me recommande de rencontrer le lendemain après-midi, à Bonn, le Dr. Sandtner et deux de ses collègues du BMBF (Bundesministerium für Bildung, Wissenschaft, Forschung und Technologie) en charge notamment des questions nucléaires et de non-prolifération.

La tête me tourne. Je ne me sens plus maître des évènements mais je commence à croire, avec une certaine excitation, que mes chances de succès sont réelles.

Je me rends donc le lendemain, 19 novembre, en voiture à Bonn où le Dr. Sandtner (Ministerialrat) me reçoit très chaleureusement en me parlant dans un français tout-à-fait remarquable. Ses deux collaborateurs sont le Dr. Klaus Müller-Helle (Regierungsdirektor) et Mr. Rainer Schömburg. Dans cette grande salle froide et impersonnelle, ils s'installent tous trois à une table et je suis prié de m'assoir en face d'eux comme devant un tribunal.
Le Dr. Sandtner m'interroge sur la situation de l'énergie nucléaire en Belgique avant de me parler de l'évolution de la situation en Allemagne. Il m'explique qu'un projet de loi sera soumis prochainement au Parlement en vue d'une sortie progressive de la production d'électricité d'origine nucléaire et interdisant tout soutien dans ce domaine. Il est aussi prévu un renversement de la charge de la preuve si quelqu'un accuse les centrales nucléaires d'être à l'origine d'un cancer : ce sera dorénavant à l'exploitant de prouver que ce n'est pas le cas. Enfin le niveau de la responsabilité civile des exploitants en cas d'accident nucléaire est porté de 500 millions de DM à 5 milliards. En outre si les « consensus talks » en cours entre le gouvernement et les exploitants de centrales nucléaires n'aboutissent pas dans un délai d'un an, une nouvelle loi sera adoptée imposant le « phasing out » sans indemnité. Et pour terminer ce noir tableau le site de Gorleben (une profonde mine de sel) est déclaré inadéquat pour y enfouir les déchets de haute activité.

[7] MOX signifie mixed oxyde, un combustible formé d'un mélange d'oxydes d'uranium et de plutonium.
[8] An edited summary of my testimony appeared in "Core issues", the journal of the Uranium Institute, December 1996-January 1997, n° 6.
[9] J'ai été membre du Comité Consultatif de l'Agence d'Approvisionnement d'EURATOM de 1978 à 1999, et son Président de 1981 à 1985.

En ce qui concerne l'AIEA, Mr. Sandtner m'explique que le nouveau système des garanties avec Protocol Additionnel est plus qualitatif que quantitatif et que l'objectif à terme est la « cost neutrality » même si au début on peut s'attendre à un surcoût. De toute façon l'Allemagne est en faveur d'un budget de l'AIEA en croissance zéro en francs courants (c'est-à-dire même pas indexé sur l'inflation). Il évoque aussi la « New Partnership Approach » entre EURATOM et l'AIEA et la question du contrôle de l'Américium-241 et du Neptunium-239.

Il s'agissait finalement plus d'un briefing que d'un interrogatoire. Je les quitte deux heures plus tard avec un bon sentiment, et reprends la route de Bruxelles où je rejoins Colette au Mirano pour une session de la "Ligue d'Impro". Pas sûr que mon attention ait été optimale!

Et me voilà reparti à l'aube le lende main, vendredi 20 novembre, pour Vienne, où je rencontre en premier lieu, au 28éme étage de l'Agence, Mr. Sanmughanathan (du Sri Lanka) qui est Secretary of the Policy Making Organs.
Après cela je rends une visite de courtoisie à Mr. Gregoric (Slovénie) qui est le Président du Conseil des Gouverneurs. Il me signale gentiment que, comme moi, il a une fille de 18 ans qui s'appelle Natacha. Il fait aussi référence à un problème délicat examiné par le Conseil des Gouverneurs, celui des règles de confidentialité qui doivent être strictement respectées en matière de safeguards.
Un quart d'heure après j'ai rendez-vous avec l'ambassadeur d'Australie (Mr. Joseph) accompagné de son conseiller Ian Biggs (qui deviendra en 2002 conseiller politique du Directeur Général), et des représentants du Canada (Alan Morgan), de Russie (Klyazhnikov et Lichaev) et de Chine (Fu). J'avoue que j'aurais préféré rencontrer les deux premiers et les autres séparément. En ce qui concerne la Russie je leur signale que Synatom a conclu des contrats d'enrichissement de l'uranium avec l'Union Soviétique depuis les années 1970 et que, comme la Russie, nous sommes en faveur du recyclage sous forme d'assemblages MOX des stocks existants de plutonium qu'ils soient d'origine civile ou militaire. La Belgique est un pionnier et un leader mondial dans ce domaine. Quant à la Chine, Synatom est une des premières sociétés d'électricité à avoir conclu avec elle un contrat d'achat de services d'enrichissement.

Vient ensuite l'heure du déjeuner avec les 15 ambassadeurs européens. Nous sommes tous réunis autour d'une grande table dans un salon privé du restaurant du Vienna International Center (VIC).
Je ne connais personne. L'ambassadeur Adam me présente très brièvement en disant que je le ferai plus en détail moi-même dans un instant, mais qu'il est particulièrement heureux de me présenter à ses collègues pour deux raisons. La première c'est qu'il est convaincu que je suis le meilleur candidat pour diriger le Département des Garanties de l'Agence, et la deuxième raison c'est que nous avons fait nos études tous deux, à la même époque, à l'Université Libre de Bruxelles (je l'ignorais, et c'est une bonne surprise !), et que le 20 novembre, est le jour de la Saint Verhaegen, celui de la fête annuelle de notre Alma Mater. Pris dans le tourbillon de ces derniers jours je n'y avais même pas pensé. Ce signe de connivence me fit chaud au cœur.

Je me présente brièvement en retraçant les grandes étapes de mon parcours professionnel et les raisons pour lesquelles j'espère remplir la fonction de DDG-SG. Commence alors le question time.
Michel Adam m'avait raconté que le candidat espagnol qui avait subi la même épreuve auparavant avait été incapable de répondre à la plupart des questions et avait laissé l'impression de ne pas vraiment être intéressé par le poste et d'avoir soumis sa candidature poussé par son gouvernement.

Heureusement Bruno Pellaud et Marc Pecsteen m'ont mis au courant des principaux sujets à l'ordre du jour du Conseil des Gouverneurs. Il y a bien sûr le fait qu'en août 1998 l'Irak avait annoncé qu'il limiterait dorénavant sa coopération avec l'UNSCOM[10] et l'AIEA, en ne permettant plus l'accès des inspecteurs à d'autres sites que ceux officiellement déclarés et qu'il refusait de coopérer dans les activités relatives à l'enquête de son programme nucléaire clandestin. Mais ce sujet important est du ressort de l'Action Team[11] et non du Département des Garanties.
Parmi les autres sujets d'actualité il y a d'une part la protection des informations confidentielles en matière de safeguards et d'autre part « the proliferation potential of Neptunium and Americium ». J'ai aussi étudié les questions relatives au Protocol Additionnel aux Accords de Garanties dont le Modèle a été approuvé en mars 1997 par le Conseil des Gouverneurs. J'espère donc être bien préparé.

Première question ? L'Ambassadeur du Royaume-Uni, John Freeman, me demande « What would you propose to resolve the nuclear issue with North Korea ? ». Je suis pris de court et reste silencieux pendant au moins 10 secondes tout en me disant « ça y est, ça va être une exécution publique comme avec mon malheureux collègue espagnol ».
Je réponds que je n'ai évidemment pas de solution miracle à proposer mais que malgré les frustrations que l'on peut éprouver à l'égard du manque de coopération et de la mauvaise fois des autorités nord-coréennes, qui se préoccupent peu des souffrances de la population, il faut à tout prix maintenir ouverte la porte au dialogue. Sans dialogue les choses ne peuvent qu'empirer. « Voilà ce que je peux vous dire aujourd'hui, mais je conçois volontiers que vous trouverez cette réponse insuffisante ». Votre réponse me satisfait, répond aimablement l'ambassadeur Freeman. Ouf ! Après cela je fais face à un feu nourri de questions en particulier de la part de Papadimitropoulos, un expert grec en matière de non-prolifération qui a, je crois, jadis travaillé au Département des Garanties de l'Agence. Elles se résument comme suit :

- Comment appliquer le Protocol Additionnel sans augmenter le budget ?
- Que pensez-vous du risque de prolifération posé par le neptunium-239 et l'Américium-241 ?
- Pensez-vous que l'AIEA doit être impliquée dans la négociation du FMCT (Fissile Material Cut-off Treaty) et dans les négociations de Genève sur le désarmement nucléaire ?
- Que pensez-vous de l'Accord Trilatéral entre les Etats-Unis, la Russie et l'Agence (sur l'élimination du plutonium d'origine militaire jugé excédentaire par rapport aux besoins)?
- Quel est votre avis sur la question des garanties de confidentialité ? etc…

[10] United Nations Special Commission (UNSCOM) was an inspection regime created with the adoption of United Nations Security Council Resolution 687 in April 1991 to oversee Iraq's compliance with the destruction of Iraqi chemical, biological, and missile weapons facilities and to cooperate with the International Atomic Energy Agency's efforts to eliminate all nuclear weapon facilities in the aftermath of the Gulf War. https://en.wikipedia.org/wiki/United_Nations_Special_Commission

[11] The Director General of the International Atomic Energy Agency - as opposed to the IAEA secretariat itself, with its institutional structures and decision-making bodies - has been given responsibility for the nuclear-related tasks. In order to fulfil his obligations, the Director General set up the Iraq Action Team, which was independent of the IAEA's formal structures, including the Department of Safeguards.
https://www.sipri.org/commentary/essay/wed-09-26-2012-14-00/sep-12-iraq-action-team-a-model-for-monitoring-and-verification-of-wmd-non-proliferation

Pas facile. J'ai peu mangé pendant ces deux heures mais je crois m'en être honorablement tiré grâce à l'excellent résumé de la situation que Marc Pecsteen m'avait faxé la veille.

La course d'obstacles de la journée n'est pas finie pour autant. J'ai rendez-vous dans une petite salle de réunion de l'Agence avec les ambassadeurs des Etats-Unis, John Ritch, et du Japon, Yuji Ikeda (accompagné par son conseiller Toru Nakahara).
Sont également présents du côté américain Laura Kennedy, Mark Fitzpatrick, Lisa Hilliard, Steven Bowers et encore un agent de la mission américaine. John Ritch arrive alors que tout le monde est déjà installé. L'ambassadeur Ikeda s'assombrit à sa vue et dit « Ah vous êtes là. Je croyais que je serais seul pour m'entretenir avec Mr. Goldschmidt ! ». John Ritch répond : « pas de problème, si vous avez des choses à dire à Mr. Goldschmidt que je ne dois pas entendre je reviendrai plus tard » et sur ce il se lève et se dirige vers la porte. Ikeda se radoucit et dit « vous pouvez évidemment rester, c'était simplement un malentendu ». Joyeux début !
J'explique à l'ambassadeur Ikeda que, de par mes fonctions à Synatom et à l'Institut de l'Uranium, je connais bien le Japon et son industrie nucléaire, et l'entretien se déroule sans autre anicroche.
Mark Fitzpatrick me pose une question sur l'attitude de la Belgique en matière de non-prolifération. J'ai dû répondre à coté de la plaque parce que j'ignorais à ce moment là combien la Belgique s'était montrée difficile et tatillonne au cours de la négociation du Protocol Additionnel. Je croyais naïvement qu'être belge ne pouvait être qu'un atout pour moi !

Malgré tous ces rendez-vous j'espère pouvoir garder confidentielle le plus longtemps possible ma candidature à l'AIEA car ce serait évidemment gênant, si je n'obtiens pas le poste, que tout le monde sache que j'ai tenté de quitter Synatom. C'est pourquoi il est très important pour moi qu'une décision du Conseil des Gouverneurs soit prise comme prévu lors de sa séance du 25 novembre1998.

Les choses ne vont pas se passer comme cela. Déjà le 19 je reçois à la maison un fax de Guillaume Robeyns, le membre belge de SAGSI (Standing Advisory Group on Safeguards Implementation chargé de donner des avis indépendants au DG), qui a appris ma candidature le jour même lors de la réunion de ce groupe d'experts à Vienne.

Après mon retour de Vienne, et vu qu'il ne reste que quelques jours avant la réunion du Conseil des Gouverneurs le 25 novembre, j'appelle Komizo pour savoir quel sera le candidat choisi par le DG. Komizo me dit que le DG n'a pas encore décidé, que le délai est trop court et que le DG n'est pas prêt à faire une proposition officielle maintenant. Il compte reporter la question à la prochaine séance du Conseil qui aura lieu le 22 mars 1999. En attendant Bruno Pellaud a accepté de rester en fonction jusque fin avril 1999.
Je suis très déçu et très surpris. Je demande à Komizo si cela signifie que le DG a un autre candidat en tête et quelles sont mes chances ? Il ne peut pas me répondre.
J'explique à Komizo que cette situation est intenable pour moi. Je ne peux pas continuer pendant plusieurs mois à diriger une société comme Synatom en faisant semblant de rien alors que tout le monde sait que j'ai posé ma candidature à l'AIEA.
Il faut aussi que le DG réalise que je ne peux pas quitter mes fonctions sans donner un préavis d'au moins trois mois à mon employeur. Si donc le DG souhaite que je prenne la relève début mai, immédiatement après la fin du mandat de Pellaud, je dois le savoir au plus tard fin janvier.
Komizo se montre compréhensif et me dit qu'il va voir ce qu'il peut faire.

Plus tard il revient vers moi pour me dire que le DG pourrait éventuellement profiter de la réunion du « Programme and Budget Committee » du 25 janvier 1999 pour faire approuver son choix par les Etats-Membres. Je dis que pour moi c'est l'extrême limite s'il veut que je rejoigne l'Agence le 1er mai.
En fait, d'une certaine façon, ce retard m'arrange très bien parce que je peux en toute légalité mettre fin à mon contrat avec Synatom le 30 juin 1999 puisque j'aurai à ce moment là 60 ans. Et comme j'ai reporté beaucoup de jours de congés ils me permettent de couvrir les mois de mai et juin.

Du 3 au 5 décembre je suis à Paris où je participe, à l'Académie des Sciences, à une réunion du "Pugwash Workshop on the prospect of Nuclear Energy" sous la présidence du Prix Nobel de la Paix de 1995 Sir Joseph Rotblat.
J'y présente deux papiers : « Spent Fuel Management » et « The Disposition of Separated Plutonium Stocks ».

Le soir du 4 décembre, Colette (que j'ai rencontrée pour la première fois il y a jour pour jour 27 ans) me rejoint à Paris pour assister avec moi au dîner offert par Eurodif pour célébrer le 25ème anniversaire de sa création. Le dîner se tient dans les locaux du musée Jacquemart André que nous commençons par visiter. Colette et moi sommes assis à la même table que Christian Gobert[12], et mon ami José Luis Gonzales[13]. J'apprends à cette occasion qu'ElBaradei, lors d'une visite à La Hague, a interrogé M. Syrota, le PDG de la COGEMA, à mon sujet.

Pendant ce temps le débat relatif à l'énergie nucléaire bat son plein en Belgique. Ce même 4 décembre le gouvernement belge décide de demander à Synatom d'annuler un contrat, conclu en 1991 avec la Cogema, pour le retraitement de 225 tonnes de combustible usé de la centrale nucléaire de Tihange. Synatom obtempère la semaine suivante, l'annulation pouvant se faire sans pénalité avant la fin décembre. Le gouvernement permet toutefois à Synatom de terminer l'exécution du contrat de retraitement de 530 tonnes conclu en 1978 et ne dit mot du programme de recyclage sous forme d'assemblages MOX de tout le plutonium ainsi récupéré. Le gouvernement décide aussi de mettre en place une commission sur la production à long terme d'électricité en Belgique, en vue d'évaluer la faisabilité d'une sortie progressive du nucléaire qui produit, en 1998, 60% de l'électricité du pays.

Un mois plus tôt, des activistes de Greenpeace ont en vain tenté de bloquer le départ vers La Hague d'un château de transport de combustible usé de la centrale de Doel. Toutefois le conteneur a présenté une contamination de surface excédant la limite autorisée et a dû retourner à Doel pour une décontamination plus poussée.

Un de mes grands objectifs pour Synatom était, à l'époque, de procéder au rapatriement de La Hague du premier des conteneurs de déchets vitrifiés hautement radioactifs, qui seraient ensuite stockés, à Dessel, dans un bâtiment spécialement conçu à cet effet et entièrement financé par Synatom. Mon ambition était que cette opération se passe sans heurts, et non pas, comme ce fut le cas en Allemagne avec 3000 policiers intervenant pour déloger les contestataires attachés aux rails du chemin de fer et faire face aux violences qui furent montrées sur toutes les chaînes de télévision.

[12] ancien élève de l'Ecole Polytechnique et de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris, il est Directeur général adjoint de COGEMA.
[13] président de la société espagnole ENUSA qui conçoit, produit et distribue du combustible nucléaire pour centrales nucléaires.

Ce transport vers la Belgique, que nous préparions depuis plusieurs années en concertation avec l'ONDRAF[14] et les édiles de toutes les communes directement concernées, se déroulera sans incident et sans renfort de gendarmerie en avril 2000, un an après que j'aie rejoint l'AIEA.

Le 7 décembre 1998 Mireille Claeys me fait parvenir la copie d'un télégramme émanant de l'Ambassade de Belgique à Washington concernant ma candidature. Il dit que l'U.S. State Department « confirme l'opinion positive des Américains à l'égard de M. Goldschmidt à la suite de deux entretiens (Ambassadeur Ritch d'une part et Deputy Assistant Secretary for Nonproliferation Robert Einhorn) qu'ils ont eu avec lui. La seule réticence que les Américains éprouvent semble provenir des positions belges en matière de « safeguards » où notre recherche de coûts moindres est perçue comme pouvant mettre en danger la surveillance de certains "états voyous" (« rogue states »). Les répliques de M. Goldschmidt ont été écoutées positivement. » Il signale encore que le State Department envisage de m'inviter à Washington pour des entretiens plus approfondis. »

C'est ainsi que le 18 décembre je reçois par fax à Synatom une lettre du premier Secrétaire de l'Ambassade des Etats-Unis à Bruxelles (Willem H. Brakel) me félicitant d'avoir été sélectionné comme candidat de la Belgique (sic).
Il écrit ensuite: « As you know, the United States considers this to be among the most critical positions in the UN system, and places a high priority on the selection of an individual of the highest caliber and with a commitment to the safeguards system ».

Après quoi il m'écrit que bien que j'aie rencontré John Ritch à Vienne et Bob Einhorn à Paris, il serait utile que je me rende à Washington la première semaine de janvier pour y rencontrer « additional US Government officials who work closely with the IAEA ».

J'en informe John Ritch, qui me conseille vivement de poliment décliner cette invitation tant que je ne suis pas nommé officiellement. N'oublie pas, me dit-il, que tu es un Monsieur important et très occupé qu'on ne peut pas siffler comme ça !
Je rédige donc avec l'aide de mon beau-frère Bill Gray une lettre à M. Willem Brakel datée du 21 décembre 1999 dont je donne des extraits en Annexe 1.

Le 21 décembre, après m'avoir consulté sur son contenu, John Ritch envoie au Président de l'Uranium Institute, Jean-Pierre Rougeau, une lettre indiquant son intérêt pour les objectifs de cette institution et son souhait de pouvoir y contribuer. En d'autres mots il annonçait ainsi sa candidature au poste de Secrétaire Général de l'Institut, fonction occupée depuis de nombreuses années par Gerald Clark, ancien Ambassadeur de Grande Bretagne auprès de l'AIEA. J'avais moi-même engagé ce dernier lors de ma présidence de l'Institut pour remplacer le bouillant David Kay.[15]

J'ouvre ici une parenthèse pour évoquer un accident qui m'est arrivé fin 1997 et qui affectera la suite de mon existence. A la fin de l'été j'avais remarqué qu'en fermant l'œil droit j'avais du mal à lire les petits caractères des journaux. On détecta qu'en effet je souffrais d'un minuscule trou maculaire. Mon oculiste me recommanda de me faire opérer à Paris par le plus grand

[14] L'Organisme National des Déchets Radioactifs.
[15] En 1991 j'avais, en tant que futur président de l'Institut de l'Uranium, fait engager David Kay comme Secrétaire Général de l'Institut à partir de janvier 1992. Il travaillait alors à l'AIEA et avait dirigé avec succès, en tant que chef des inspecteurs, trois inspections en Irak en 1991, après la fin de la Guerre du Golf.

spécialiste du moment le Professeur Gaudric. C'est ainsi que je me fis opérer le 27 novembre 1997 à l'Hôpital Lariboissière situé à côté de la gare du Nord. Ce qui aurait dû être une opération de routine tourna au désastre. Le lendemain de l'opération, après une nuit qui fut très douloureuse, on s'aperçut que les choses ne se déroulaient pas comme prévu et que le gaz qui avait été injecté dans mon œil dont on avait retiré le vitré avait diffusé dans la partie antérieure de l'œil. Pour faire bref, je fus opéré à cinq reprises en cinq jours chaque fois sous anesthésie totale, pour constater en fin de compte que mon œil était perdu. Ma convalescence fut pénible. Je dus rester dans une demi-obscurité pendant plusieurs semaines, mon œil droit étant devenu extrêmement sensible à la lumière (ce qu'il est resté dans une moindre mesure).

Mon œil gauche étant mort il s'est progressivement transformé, devenant plus petit et son iris perdant sa couleur. Il a donc été décidé de lui appliquer une orthèse consistant en une épaisse lentille de porcelaine simulant un œil sain semblable à mon œil droit.

Je ne dispose pas encore de cette lentille lors de mes entretiens préalables à l'Agence et comme je constate la dégradation de l'aspect de mon œil j'ai hâte que la lentille soit réalisée. Ce fut l'œuvre de Monsieur Assimont, un spécialiste des prothèses oculaires, qui venait chaque semaine de Paris à son cabinet de Bruxelles. Après trois séances (le 14 décembre 1998, le 19 janvier et le 14 février 1999), son travail fut si bien fait que personne ne soupçonna à l'AIEA, pendant les six années de mon mandat, que le chef des inspecteurs de l'Agence était borgne !

Le 30 novembre 1998 mon père se fait opérer de la cataracte. Il souffre de plus en plus de difficultés respiratoires qui l'oppressent. Ma mère, elle, est d'une agilité étonnante (même si elle souffre depuis longtemps d'une grave décalcification et de ses conséquences).

Je pense que c'est après mon voyage à Vienne le 20 novembre 1998, ou juste après avoir reçu le soutien implicite des Américains le 7 décembre, que nous avons décidé Colette et moi d'informer mes parents de ce que nous avions entrepris. Nous sommes donc allés les voir chez eux, 5 drève du Caporal à Uccle. Quand je leur ai dit que j'avais une nouvelle importante à leur annoncer, ma mère a porté ses mains au visage en s'écriant "vous partez à l'étranger !!". J'ai toujours admiré l'étonnante perspicacité de ma mère. Toute sa vie, pour les choses importantes, elle a fait preuve d'une intuition extraordinaire. Nous leur avons expliqué toute l'histoire et insisté sur le fait que rien n'était encore sûr. Mes parents n'ont émis aucune objection à ce projet, bien au contraire ils ont espéré que j'obtiendrais le poste pour lequel j'avais postulé, se rendant compte de la chance que c'était pour moi. Mon père eut ce jour-là (ou plus tard ?) une de ces phrases aussi denses que brèves qui le caractérisent : "en tout cas nous sommes heureux que vous n'ayez pas considéré que nous puissions être un obstacle à votre projet". J'y repense avec émotion. Quelle générosité et quel amour dans ces quelques mots, surtout quand on sait son mauvais état de santé à ce moment là. L'idée de les quitter m'était très pénible.

Après cela nous informons de ce qui se prépare nos trois enfants : Maxime (21 ans), Natacha (19 ans) et Antoine (juste 17 ans). Nous leur offrons le choix, au cas où je serais nommé, entre rester à Bruxelles dans notre maison ou venir avec nous à Vienne pour y poursuivre leurs études. Ils optent tous les trois, sans hésiter, pour rester à Bruxelles. Pour Maxime et Natacha qui poursuivent tous deux des études à l'ULB cela semble assez logique. Pour Antoine qui est en dernière année du secondaire à l'Ecole Européenne, le choix est, a priori, plus ouvert. La perspective de laisser seuls nos trois enfants, encore si jeunes, dans notre maison, ne nous a jamais inquiété. Nous savions pouvoir leur faire entière confiance. Nous savions pouvoir aussi

compter sur l'aide précieuse de Justa, la femme de ménage portugaise qui était devenue une amie de la famille et venait à la maison trois demi-journées par semaine pour mettre tout en ordre.

Le 23 décembre, nous partons Colette et moi pour Chandolin, en Suisse, où nous passerons une dizaine de jours avec nos amis Denise et Robin de Ripainsel, qui sont des habitués de cette station de sports d'hiver. Nous essayons de ne pas trop penser à ce qui nous attend au retour.

En rentrant à Bruxelles le 2 janvier 1999, ma sœur m'apprend par téléphone que mon père qui, avec ma mère, passe ses vacances de fin d'année chez elle à Charlottesville, est tombé de son lit et s'est fait très mal à l'épaule. Ce sera plus grave que prévu. Mon père s'est déchiré des ligaments de l'épaule et ne peut plus utiliser son bras droit même pour se raser ou pour manger. D'après le médecin l'état de son épaule est tel qu'une opération n'est pas envisageable. C'est en grande partie la conséquence d'avoir pendant quatre ans dû porter de lourds troncs d'arbres lorsque, comme prisonnier de guerre, il était bûcheron dans un "Kommando" situé dans les forêts du Hanovre. Même s'il s'efforce d'utiliser au mieux sa main gauche, ce handicap est très dur à supporter pour lui qui, toute sa vie, a été d'une indépendance à toute épreuve. Cela s'ajoute à ses problèmes respiratoires qui augmentent depuis un an et qui l'obligent, lorsqu'il étouffe, à prendre des puffs à la cortisone. Nous assistons impuissants à sa terrible dégradation physique depuis qu'à l'âge de 87 ans (fin 1997) il a décidé de cesser d'exercer son métier d'avocat. Mais intellectuellement il reste et restera jusqu'au bout d'une acuité parfaite et ne se départira jamais de son sens de l'humour parfois à la consternation des aides soignantes. Son intérêt persistant pour l'actualité politique belge et internationale et ses connaissances universelles suscitent en moi une énorme admiration voir même des complexes d'infériorité.

De retour des sports d'hiver je trouve par hasard dans l'hebdomadaire Le Vif/ L'Express du 1er janvier 1999 un horoscope chinois tout à fait étonnant.

J'y apprends que 1999 est l'année du Chat qui est mon signe dans l'horoscope chinois puisque je suis né en 1939. Le texte dit : « *Pour un Chat rien ne vaut évidemment une année du Chat. Il a donc l'occasion d'être audacieux et de changer sa vie car la chance sera au rendez-vous …Comme la chance milite en sa faveur, il devrait mener à bien ses projets car ses qualités seront plus aisément reconnues que dans le passé. Mais il ne devra jamais s'endormir sur ses lauriers. La constance, l'énergie et la ténacité seront indispensables. Enfin, si une opportunité exige qu'il change d'environnement - changer de région ou de pays - il ne devra pas hésiter* ».

Il y est aussi écrit : « *Comme ce petit félin a le sens de la justice, il favorisera les réformes, la sécurité et les droits de l'homme. Tout indique que les activités illégales ou terroristes seront sanctionnées avec une vigueur sans précédent. Sale temps pour les dictateurs, les trafiquants, les spéculateurs. Et ce qui sera louche, trouble ou méprisable ne passera pas inaperçu.* »

J'ai trouvé cela ahurissant à l'époque, et encore plus en le relisant aujourd'hui.

Suis-je donc superstitieux ? Non, pas vraiment. Je viens d'écrire « pas vraiment » et non « vraiment pas ». Il est certain que je n'accorde aucun crédit aux superstitions. Et pourtant en lisant cet horoscope chinois je dois avouer m'être senti fortement encouragé, comme si c'était un signe du destin. De même, et c'est stupide, je me suis toujours senti protégé par le fait de

m'appeler Pierre en mémoire du frère cadet de mon père tué à l'âge de 16 ans dans un accident de la route alors qu'il roulait à vélo. Mais c'est un fait que ces constructions imaginaires peuvent faire du bien même si elles sont totalement irrationnelles.

Le 5 janvier 1999 Marc Pecsteen me signale que la candidature de M. Laercio Vinhas, le chef des safeguards du Brésil a été rendue officielle fin décembre et son CV distribué aux Etats-Membres. Mon inquiétude remonte.

Komizo me téléphone parce que le DG veut me voir à Vienne le jeudi 14 janvier à 11 heures.

Le 11 janvier Marc Pecsteen me téléphone pour me dire que si je suis nommé, l'idéal serait que je puisse rejoindre l'Agence début avril de façon à avoir un mois de recouvrement avec Pellaud. D'autre part il pense utile que je rencontre les représentants des pays suivants : Afrique du Sud, Egypte, Corée du Sud, Brésil, Argentine, Mexique et Maroc.
Ces pays attachent beaucoup d'importance à l'équilibre budgétaire entre les activités des safeguards et celles de promotion et de coopération technique. Ils souhaitent aussi que le Protocole Additionnel s'applique de façon universelle en ce compris aux puissances dotées de l'arme nucléaire. Quant à l'Egypte elle est évidemment très sensible à ce qui se passe en Israël et en Irak.

Dans son numéro du 14 janvier 1999, Nucleonics Week, sous la plume de Mark Hibbs, publie un article intitulé « Belgian Goldschmidt Now Leads Field To Head IAEA Safeguards ». Cet article dit cependant qu'ElBaradei cherche encore d'autres candidats mais qu'on s'attend à ce qu'il me nomme lors de la réunion du Conseil *de mars*.

Le même jour je rencontre ElBaradei àVienne. Il me laisse entendre que son choix s'est finalement porté sur moi et me fait part de sa vision des problèmes qui m'attendent.

Il y a tout d'abord les questions de personnel. Rich Hooper, un très bon expert américain est parti. Il était le directeur de la division « Concept and Planning », et peut être considéré comme le véritable père des mesures prises dans le cadre de ce qu'on a appelé le programme 93+2 et le Modèle de Protocol Additionnel[16]. Quant à Dimitri Perricos, le directeur des

[16] L'expérience de l'AIEA en Irak et en Corée du Nord au début des années 90 a montré que, si le système des garanties de l'AIEA avait bien fonctionné en ce qui concerne la vérification des matières et installations nucléaires déclarées, elles n'étaient pas bien équipées pour détecter les matières et activités nucléaires non déclarées dans les États ayant conclu des Accords de Garanties Généralisées (AGG).
À la fin de 1993, l'AIEA a lancé un vaste programme visant à renforcer l'application des garanties dans le cadre des AGG en améliorant la capacité de l'AIEA à détecter les matières et activités nucléaires non déclarées. Dans le cadre du "Programme 93+2", des mesures destinées à renforcer l'efficacité et l'efficience des garanties de l'AIEA pour les États ayant des AGG ont été présentées au Conseil des gouverneurs de l'AIEA. [Le nom "93+2" fait référence à l'objectif initial qui était d'achever un plan d'action en deux ans, à temps pour la Conférence d'Examen et d'Extension du TNP de 1995].
Certaines de ces mesures de renforcement, appelées mesures de la "Partie 1" - telles que la fourniture rapide d'informations sur le design des installations, l'échantillonnage de l'environnement et l'utilisation d'images satellites - pouvaient être mises en œuvre dans le cadre de l'autorité juridique existante prévue par les AGG, tandis que d'autres - telles que la fourniture par l'État d'informations sur, et l'accès à, toutes les parties du cycle du combustible nucléaire d'un État, des mines d'uranium aux déchets nucléaires - nécessitaient une autorité juridique complémentaire pour être mises en œuvre. Ces mesures supplémentaires dites de la "Partie 2" ont conduit à l'élaboration et à l'approbation du Modèle de Protocole Additionnel en 1997."
https://www.iaea.org/topics/additional-protocol

Opérations A, c'est le meilleur des inspecteurs mais, me prévient ElBaradei, ce n'est pas un « team player ». Il est atteint par la limite d'âge mais a été prolongé jusque fin juin en tant qu'expert. Vu ses compétences je pourrais envisager de le garder comme expert extérieur, soit comme mon adjoint, soit comme adjoint de Jill Cooley, une Américaine, qui a remplacé Rich Hooper.
Le moral des gens qui travaillent dans la division dirigée par Perricos est extrêmement bas. Il sera remplacé par Olli Heinonen, un inspecteur finlandais qui est Section Head dans la division des Opérations C dirigée par le japonais, Kenji Murakami. Heinonen « is strong technically and has a strong personality ». Sa nomination sera annoncée en même temps que la mienne.

ElBaradei se lance ensuite dans des considérations de nature plus générales. Il me faudra avant tout rester absolument impartial…et ne pas me faire manipuler par les Etats-Unis. Ce ne sera pas facile, notamment du fait qu'il y a, dans le Département, un certain nombre de « cost free experts » mis à disposition par les Etats-Unis.
Il me signale, lui aussi, que la Belgique a posé des problèmes au cours des discussions relatives au Protocol Additionnel.
Quant à Israël, il n'a pas signé le TNP. Il n'a pas de safeguards sauf sur un réacteur de recherche, mais cherche à obtenir des informations sur les autres pays.

L'Agence reçoit des informations des services de renseignements américains et anglais, mais cela ne peut se faire qu'à sens unique («it is a one way street »), et nous ne pouvons pas réciproquer comme l'ont démontré les actions de l'UNSCOM en Irak.[17]

Parmi les problèmes à résoudre, il y a d'abord celui de la protection des informations confidentielles. Il faut empêcher que les inspecteurs soient à l'origine de fuites. Sinon il y aura une perte de confiance des Etats-Membres et nos rapports avec eux en pâtiront.

En ce qui concerne la question de l'utilisation optimale des ressources budgétaires (« cost efficiency »), il faut revoir la structure des Divisions. Il faut mieux répartir les tâches entre divisions et éviter que tous les pays difficiles soient dans la même division des Opérations.

Il faut aussi éviter les doubles emplois notamment en ce qui concerne l'achat et la gestion des équipements. Pour l'achat des équipements, comme par exemple les caméras permettant la surveillance à distance (« remote monitoring ») nous dépendons trop de l'aide extrabudgétaire. De ce fait nos choix sont trop orientés par les fournisseurs. Il faudrait plus de compétition.
La création d'une nouvelle Section est envisagée pour traiter de la protection physique et des trafics illicites de matières nucléaires et radioactives. Les trafics découverts seraient-ils seulement le sommet de l'iceberg ?
Quant à la Corée du Nord, nous devons y assurer une présence permanente ce qui coûte cher. Les Etats-Unis et le Japon devraient augmenter leurs contributions extrabudgétaires pour financer ces activités.
Il faudra aussi rajeunir les cadres, et remplacer à temps les inspecteurs chevronnés qui sont à l'Agence depuis 15 à 20 ans et qui vont partir chaque année à la retraite.
Enfin, last but not least, il faut éviter que le Département des Safeguards ne soit « a house in the house ». Il y a, par exemple, 5 à 6 personnes qui s'occupent du budget au lieu de sous-

[17] Il s'agit d'une allusion au fait que fin 1998 certains inspecteurs de l'UNSCOM avaient été accusés de se livrer à des activités d'espionnage militaire en Irak, à la suite de quoi ils furent expulsés du pays.

traiter ces activités aux services généraux (dirigés par le DDG Waller), alors qu'une à deux personnes devraient suffire.

M. Goethel, le directeur du personnel (dépendant de Waller), que j'avais rencontré juste avant, m'avait dit à peu près la même chose et qu'il vaudrait beaucoup mieux transférer à ses services la gestion du personnel effectuée par le Département des Safeguards.

J'ai beaucoup apprécié cet entretien où ElBaradei m'a parlé en toute confiance et si ouvertement de ses préoccupations. Je me suis réjoui sincèrement à l'idée que j'allais travailler étroitement avec lui.

Je déjeune à la cafeteria du VIC avec Giora Amir, l'Ambassadeur d'Israël auprès de l'AIEA. Je retiens de cette entrevue un message très important et que j'aurai toujours en mémoire : « Pour la crédibilité des Safeguards, si l'Agence n'a pas suffisamment de pouvoirs de vérification ou de ressources financières pour remplir son mandat de façon efficace, il est impératif d'en informer le Conseil des Gouverneurs et d'en demander plus ». Il se fait aussi l'écho des préoccupations du DG de voir les meilleurs inspecteurs, en particulier Perricos, partir à la retraite.

Je me rends ensuite chez David Waller qui me reçoit de manière très affable et un peu condescendante. Nous échangeons quelques banalités et il me dit pour finir « ta connaissance de l'anglais est bonne, mais tu verras, quand tu quitteras l'Agence elle sera meilleure » !

A 15 heures Marc Pecsteen me reprend en charge pour m'accompagner à la réunion prévue avec le premier secrétaire et un conseiller de la mission permanente de la Corée du Sud auprès de l'Agence.

John Ritch, que je vois à 16h30, aborde un thème maintenant bien connu, et se demande si on ne pourrait pas faire revenir Ritch Hooper comme consultant et même envisager que Perricos travaille sous sa tutelle.

Mon dernier entretien de la journée sera avec Bruno Pellaud dans son bureau du 19éme étage. Il me met en garde contre Perricos qui, me dit-il, est à la botte des Américains et leur fournit des informations en direct.

A propos de superstition, le nombre 19 est dans ma famille considéré comme portant chance. C'est le 19 août 1909 que mon grand-père paternel s'est fiancé, le 19 avril 1945 que mon père retrouva ses parents à Bruxelles après cinq années de captivité en Allemagne, et le 19 janvier 1946 qu'Antoinette, ma sœur cadette, eut le bon goût de naître. Dès lors avoir mon bureau au 19éme étage ne pouvait être qu'un bon présage de plus !

Et c'est précisément le 19 janvier 1999, jour de l'anniversaire de ma sœur, que je reçois par un fax de Marc Pecsteen une copie d'une lettre personnelle adressée par ElBaradei aux membres du Conseil des Gouverneurs proposant de soumettre à leur approbation trois nominations importantes :

> Mr. Pierre Goldschmidt of Belgium as DDG, Head of the Department of Safeguards;
> Mr. Shuja Nawaz of Pakistan as Director of the Division of Conference and Document Services;

> Mr. Olli Heinonen of Finland as Director of the Division of Operation A in the Department of Safeguards.

Il se fera que Shuja Nawaz deviendra un ami très cher et qu'Olli Heinonen sera mon successeur quand je quitterai l'Agence en 2005.

Ces trois nominations sont entérinées par Conseil des Gouverneurs lors d'une réunion à huis clos le 25 janvier 1999 après la réunion du « Programme and Budget Committee » de l'Agence chargé d'approuver le budget de l'année 2000.

Mes parents se réjouissent sincèrement de ma nomination. Je reçois cependant un choc quand mon père, qui toute sa vie a été d'un optimisme à toute épreuve, me dit en passant "nous ne serons plus là quand vous reviendrez". Je lui réponds "comment cela ! mon contrat n'est que de trois ans !". Il avait hélas raison.

Le matin du 26 janvier je reçois par fax, à la maison, copie du message suivant :

> "Subsequent to informal consultations with the Board of Governors, I am pleased to offer you appointment to the post of Deputy Director General, Head of the Department of Safeguards, for a period of three years, the appointment to commence on 1 May 1999.
>
> The detailed offer together with all enclosure will be sent to you by the Director of Personnel.
>
> Yours sincerely, Mohamed ElBaradei, Director General"
>
> ElBaradei a ajouté de sa main "With best wishes".

A 13h30 Komizo me téléphone pour m'annoncer la bonne nouvelle

Et voilà, c'est fait : notre vie va changer !

Pas question de souffler, le tourbillon ne fait que commencer !

Le lendemain matin, Marc Pecsteen, me fait part des discussions qui ont eu lieu lors de la réunion du Conseil des Gouverneurs. La Chine a demandé, vu mon âge, s'il y a une limite d'âge ? Le DG a répondu, que c'est normalement 62 ans mais pas pour les DDG et que la durée du mandat envisagé est en principe de 5 ans. Malgré cela je n'arriverai pas à ce que mon contrat initial soit de plus de 3 ans ce qui, vu mon manque de confiance en moi et ma méconnaissance de la difficulté de recruter un DDG-SG, m'a beaucoup préoccupé parce que je n'avais aucune intention de prendre ma retraite avant 65 ans.

L'Ambassadeur d'Australie a quant à lui demandé à partir de quand commencerait mon mandat. ElBaradei a répondu que ce n'était pas encore certain mais sans doute le 1er mai. L'Italie, la Grèce et l'Afrique du Sud ont marqué explicitement leur soutien à ma candidature.

Bruno Pellaud m'informe régulièrement par téléphone des dossiers qu'il considère importants. Ainsi **le 22 février** il me signale qu'à la demande des Russes, le Département doit vérifier une

installation d'enrichissement par centrifugation livrée par la Russie à la Chine…qui possède une installation militaire juste à côté. Cela représentera 200 jours d'inspections en 2000.
En ce qui concerne l'Irak, il est peu probable que les membres de l'Action Team qui dépend directement du DG y remettent les pieds. Il est également peu probable qu'ils rejoignent en bloc la Division des Opérations B (qui a l'Irak dans ses attributions). Il faudra penser à la meilleure façon de garder leurs compétences au sein du Département. Il évoque dans le désordre les questions débattues en ce moment par les Etats-Membres concernant la nécessité ou non de soumettre l'Américium et le Neptunium aux contrôles de l'Agence comme pour les matières fissiles; le fait que deux barreaux de combustible contenant 300 grammes d'uranium enrichi à 19,9% en U-235 manquent depuis 1974 dans un réacteur de recherche à Kinshasa; et l'Initiative Trilatérale entre les Etats-Unis, la Russie et l'AIEA concernant la mise sous contrôle de l'Agence des matières fissiles déclarées excédentaires aux programmes nucléaires militaires des deux pays. Il me parle aussi de l'intégration des garanties (Integrated Safeguards) qui doivent représenter la combinaison optimale des mesures des Accords de Garanties Généralisés et du Protocole Additionnel. Les Etats-Unis, contre la volonté générale, ne veulent pas de simplification, ce qui crée des tensions. Bruno a refusé d'engager l'expert américain de cette question : Frank Houck. Il est urgent de trouver un chef de projet pour gérer ce dossier prioritaire. Contrairement au souhait de Jill Cooley qui dirige la Division Concept and Planning, Pellaud souhaite éviter que ce soit un expert des EDANs (Etats Dotés de l'Arme Nucléaire). Enfin il y a la question cruciale du budget de l'année 2000.

Quelques jours plus tard Bruno me rappelle pour me parler du choix de mon assistant personnel puisque le sien, l'américain Jim Larrimore, a déjà quitté l'Agence. D'après Bruno il n'y a pas de candidat idéal. Il ne voit aucun belge apte à remplir cette fonction. Parmi les personnes envisageables il y a un Espagnol Gil-Ramos, mais il écrit mal en anglais et n'a pas une tournure d'esprit conceptuelle. C'est un homme de terrain qui ne semble pas intéressé par cette fonction. Il y a aussi George Moussalli, un Libanais francophone de 58 ans qui a étudié à Saclay et travaille à l'Agence depuis 20 ans. Il a un coté « fleuri » et « flamboyant » mais il est loyal. Bruno l'a sondé. Moussalli semble usé et n'a montré aucun enthousiasme. Il y a un Américain, Tom Shea, excellent pour rédiger des discours et des présentations. Il est de toute façon directement rattaché au bureau du DDG et s'occupe principalement des questions de désarmement. C'est un visionnaire un peu naïf. Il y a enfin un Russe Valery Bychkov, un homme honnête et discret qui fut prêt, pour rester à l'Agence et ne pas retourner en Russie, à accepter un poste plus bas que celui qu'il occupait. Il est à présent de nouveau Chef de Service.

Par lettre du 26 janvier 1999 j'informe mon patron, Jacques Laurent, que je prendrai ma retraite anticipée à partir du 1er juillet et que compte tenu des jours de congé auxquels j'ai droit je ne serai plus présent à Synatom après le 30 avril. J'ajoute et c'était sincère : « Croyez bien que ce ne sera pas sans nostalgie que je quitterai le Groupe pour lequel j'ai travaillé pendant toute ma carrière et où j'ai partagé tant de moments intenses avec mes nombreux collègues dont certains sont devenus des amis. »

Le 30 janvier 1999 j'assiste, dans l'intimité, à l'inhumation de Pierre Erkès qui, en tant que Directeur Général de Synatom, y fut mon patron direct de 1977 à mars 1987**.** Il a 18 ans quand en mai 1940 l'Allemagne envahit la Belgique. Il rejoint alors l'Angleterre et deviendra Flying Officer dans la RAF. Inutile de dire qu'il était courageux et qu'il faisait partie de ceux, trop rares, qui osent dire ce qu'ils pensent (sans doute pas toujours avec le doigté souhaitable) ce qui ne lui vaudra pas que des amis. Pierre Erkès fait partie des pionniers du nucléaire belge. Après un stage de formation aux Etats-Unis au début des années 1950 il devient dès 1956

directeur du Bureau d'Etudes Nucléaire (le « BEN ») et participera à la construction des réacteurs nucléaires de recherche BR2 et BR3 à Mol, de la centrale franco-belge de Chooz, puis comme Directeur du Département de la Production d'Energie Nucléaire du bureau d'études de Traction et Electricité à la construction des centrales de Doel jusqu'à sa prise de fonction en tant que Directeur Général de Synatom en avril 1977.

La nouvelle de ma nomination se répand comme une traînée de poudre. L'Ambassadeur Michel Adam en informe dès le lendemain, 26 janvier 1999, les ambassades belges de par le monde d'Athènes à Canberra, d'Islamabad à Brasilia, et de Tokyo à Helsinki.
Dans son télégramme il fait le commentaire suivant :

> « il s'agit sans aucun doute du poste le plus important à l'AIEA après celui du DG. Politiquement sensible puisque traitant de non-prolifération, le département des garanties (mesures de vérification) est aussi le plus important en termes de personnel et de budget. Notre compatriote devra y relever plusieurs défis: gestion plus rigoureuse et efficace des moyens budgétaires, mise en œuvre du nouveau protocole additionnel (programme 93+2) destiné à renforcer le régime des garanties, vérification des matières fissiles issues du désarmement (initiative trilatérale USA-Russie-AIEA), vérification probable du futur traité « cut-off », sans compter une crise toujours possible avec la Corée du Nord (les inspections en Irak relèvent par contre d'une cellule spéciale- le Groupe d'Action- qui dépend directement du DG). Il sera ainsi, au cours des prochaines années, au cœur d'une évolution fondamentale du régime de non-prolifération et du désarmement nucléaire. »

C'était parfaitement dit. Aussi, Colette avait-elle toujours sur elle une copie de ce télégramme qu'elle gardait comme un talisman.

Des abondants messages de félicitation que je reçus, je n'en citerai que quelques-uns qui me touchèrent particulièrement.
Le tout premier fut un fax du 25 janvier que ma sœur, Antoinette, nous adressa à Colette et à moi. Elle y dit notamment c'est « une grande aventure que vous entreprenez tous les deux. C'est à la fois excitant et intimidant, mais je sais qu'à vous deux vous formez une équipe gagnante ». Et aussi : « Maman a dû s'enfuir de Vienne en 1938 et maintenant son fils vient s'y installer 61 ans plus tard en pleine gloire. Notre grand-mère maternelle doit se réjouir au paradis. Je sais, je divague… »

Le mot reçu d'Aimé Darricau, un excellent juriste et un homme très distingué, d'une grande culture et d'un grand raffinement, devenu secrétaire général du Groupe Cogema, me fait plaisir car il n'a aucune raison de me flatter. Il m'écrit de sa fine écriture : « Vous avez été de ceux qui par leurs qualités se sont avérés les vrais bâtisseurs du nucléaire en Europe, nucléaire à l'avenir duquel nous voulons croire. Et tout au long de ces années, de près ou de loin j'ai suivi et admiré votre remarquable parcours. J'ai pu apprécier votre intelligence, votre énergie, votre culture et votre humour si précieux. Votre courtoisie et si j'ose dire votre amitié m'ont honoré ». Autant pour mon égo !

Une autre lettre me fait également plaisir. Elle vient d'André Petit, un grand défenseur des intérêts de la France dans le domaine du nucléaire. Il a jadis été un proche collaborateur de Bertrand Goldschmidt, un lointain cousin (qui m'appelait « mon cher isotope ») et qui fut l'un des pionniers de l'énergie nucléaire. Il avait notamment participé, pendant la deuxième guerre mondiale, au projet Manhattan au Canada. Son nom était bien connu à l'AIEA puisqu'il y fut

Gouverneur pour la France pendant 23 ans, et participa de 1954 à 1956 à la préparation des statuts de l'Agence. André Petit est un redoutable débatteur, qui veut toujours avoir le dernier mot. Nous nous étions souvent affrontés lors des réunions du Comité Consultatif de l'Agence d'Approvisionnement d'EURATOM à Bruxelles.
Il m'écrit : « Quelle bonne surprise ! J'avoue que je n'étais guère enthousiaste à l'égard des candidats « officieux » dont j'avais entendu parler, et je me félicite du mélange de compétence et d'air frais que votre arrivée va apporter à cette brave administration qui en a bien besoin. J'admire aussi votre courage car j'imagine que vous n'ignorez rien des difficultés qui vous attendent. ». Il termine, comme d'ailleurs Aimé Darricau, par ses hommages à mon épouse, nous souhaitant à tous deux « bon courage pour cette période d'installation qui est toujours pénible ». Comme il avait raison !

C'est bien connu, il faut mourir ou quitter une société pour que vos mérites soient reconnus. Et pourtant, dans la quantité impressionnante de messages de félicitation et d'encouragement, parfois conventionnels mais le plus souvent amicaux, reçus de Chine au Canada, d'Australie au Kazakhstan en passant par le Japon et bien sûr l'Europe, ceux venant du groupe Tractebel se comptent sur les doigts d'une main. Je me dois de citer une exception : la lettre particulièrement touchante de Marc Beyens, un excellent juriste, très pragmatique, avec qui j'ai souvent travaillé et qui est devenu le chef du service juridique de Tractebel. Un homme discret, fin, intelligent et très humain. Je le retrouverai avec grand plaisir quelque 7 années plus tard après mon retour en Belgique, quand, en tant que président de l'Association Internationale de Droit Nucléaire, il me demandera de contribuer au Congrès de celle-ci qui devait se tenir à Bruxelles en octobre 2007.

Le 4 février j'envoie à Michel Hug, l'administrateur délégué de l'Organisation des Producteurs d'Energie Nucléaire (OPEN), une lettre lui remettant ma démission de Président de cette organisation dont je garde tant de bons souvenirs et des liens d'amitiés qui durent encore.
Je termine cette lettre en écrivant "Ayant participé aux activités de l'OPEN depuis sa création en 1973, ce sera avec une certaine tristesse que je quitterai cette organisation au moment le plus difficile de son histoire. J'espère sincèrement qu'avec l'aide des membres du Conseil, et en symbiose avec FORATOM, vous trouverez les moyens de son renouveau." Il n'en sera rien, la libéralisation du marché européen de l'électricité, voulue par la Commission Européenne, allait faire des membres de l'OPEN des concurrents et rendre toute coopération impossible.

Comme je m'y étais engagé, je me rends à Washington DC le dimanche 28 février. Je n'y resterai que 24 heures, car à Bruxelles le travail pour Synatom n'attend pas.
Un certain Michael Rosenthal m'attend à la sortie de l'aéroport de Dulles avec un panneau portant mon nom. Il me conduit dans sa voiture jusqu'à l'hôtel (je crois que c'est l'Ambassy Suites, 1250 22d street). Michael est le chef de la Nuclear Safeguards & Technology Division, U.S. Arms Control & Disarmement Agency (ACDA). Il est très aimable et fait tout pour me mettre à l'aise, voir même pour établir une certaine connivence entre nous.

Le lendemain matin Michael vient me chercher pour me conduire au State Department où je pénètre dans une relativement petite salle de réunion bourrée de monde. Je ne connais aucune des 17 personnes réunies pour me recevoir. Pas facile pour quelqu'un comme moi qui n'a pas la mémoire des noms propres et qui n'est pas physionomiste.

La séance est présidée par Norm Wulf. Il est très grand et mince, blond et chaleureux. Le sort voudra que 5 ans plus tard, après avoir pris sa retraite, il sera amené à présider, à la demande

des Etats Membres de l'AIEA, une commission d'audit du Département des Safeguards pour évaluer la qualité de sa (ma) gestion.

Nous sommes serrés autour d'une longue table, mais comme il n'y a pas assez de place pour tout le monde, des sièges sont occupés aussi derrière nous.

Le tour de table commence par Steve Aoki. J'avais été informé par la Belgonucléaire qu'il avait présidé à Bruxelles une réunion d'information, en octobre 1998, au cabinet du Ministre belge de la Défense et du Ministre de l'Energie pour les informer de l'évolution des négociations qu'il venait d'avoir à Moscou concernant le recyclage du plutonium retiré des programmes nucléaires militaires des deux pays. Un premier accord, signé le 24 juillet 1998, portait sur une coopération scientifique et technique pour la gestion de ces excédents de plutonium d'origine militaire, son recyclage sous forme de combustible MOX étant considéré comme la solution la plus réaliste pour répondre aux exigences des accords de désarmement nucléaire. Un deuxième accord était en cours de négociation afin de donner un cadre politique et financier au recyclage de 50 tonnes de plutonium dans chacun des deux pays.

Steve Aoki, outre les questions de désarmement aborde celles des trafics illicites et des « rogue states ». Parlant de l'Irak il se dit plus rassuré en ce qui concerne l'absence de programme militaire nucléaire que dans les domaines chimique et biologique. En Corée du Nord les Etats-Unis souhaitent que l'Agence maintienne sa présence permanente et même la renforce. Norm Wulf intervient pour m'expliquer que les Etats-Unis ont pris en charge le conditionnement des assemblages déchargés du réacteur gaz-graphite nord-coréen mais qu'il reste à résoudre le problème des assemblages défectueux.

D'autre part, les États-Unis veulent éviter que l'Iran ne construise un réacteur de recherche à eau lourde ou du type gaz-graphite et qu'avec l'aide scientifique des Russes ils développent un know-how à des fins militaires. Ils sont inquiets de voir quels genres d'équipements l'Iran tente d'acheter. Ils pensent que l'Iran pourrait être prêt à signer le Protocol Additionnel en échange d'une coopération accrue de l'Europe et des États-Unis et d'un accès à leurs marchés.

Enfin les États-Unis estiment que l'Inde et le Pakistan feront preuve de retenue et ne procèderont plus à des tests nucléaires (comme ceux effectués en mai 1998). Ils poussent ces deux pays à adhérer au Traité sur l'Interdiction Complète des Essais nucléaires (TICE)[18]. Par contre ils doutent de la possibilité de freiner les programmes de développement de missiles de ces deux pays.

Si je donne tous ces détails c'est parce qu'il est intéressant de replacer ces préoccupations dans le contexte de l'époque afin de pouvoir mieux juger de leur évolution.

Intervient ensuite Michael Rosenthal sur la question des "Safeguards Intégrés". Il s'agit, dit-il, d'un défi conceptuel et il n'est pas convaincu que l'Agence ait pu démontrer jusqu'ici comment il y a moyen de faire plus dans certains états et moins dans d'autres. Il ne croit pas que l'objectif de « cost neutrality » (NB promis par Bruno Pellaud pour faire approuver en 1997 le Modèle de Protocol Additionnel) soit réaliste.

[18] Il s'agit d'un accord multilatéral ouvert à la signature le 24 septembre 1996 après de longues années de négociations au sein de la Conférence du désarmement. En anglais "Comprehensive Test Ban Treaty (CTBT)"

Frank Houck, qui participa de près à la négociation du Protocol Additionnel, m'informe de l'état d'avancement du Protocol Additionnel signé le 12 juin 1998 par les Etats-Unis. Il devrait être soumis avant l'été 1999 au Sénat en vue de sa ratification. Toutefois, sur base de l'expérience antérieure avec le traité d'interdiction des armes chimiques, il craint que le Sénat n'assortisse son accord de conditions restrictives comme par exemple exiger que les prises d'échantillons environnementaux ne soient analysées que dans des laboratoires américains. Les États-Unis souhaitent que l'AIEA s'en tienne au minimum quand il s'agira de mettre en œuvre le Protocol Additionnel chez eux, alors que l'Allemagne a une vue opposée et souhaite que l'Agence en fasse autant que possible. Pour les Américains l'une des difficultés réside dans le fait que les grands laboratoires nationaux comportent des centaines de bâtiments et que nombre de ceux-ci sont affectés à des usages militaires.[19]

C'est ensuite au tour d'Alex Burkart de me parler de la question du Neptunium-239 et de l'Américium-241 qui, aux Etats-Unis, sont traités comme des « special nuclear fissile materials » tout comme le plutonium. Pellaud a déclaré qu'il n'y avait que 9 installations dans le monde disposant de ces éléments et que le coût de leur vérification par l'Agence serait de 250,000 USD.

Russel Hibbs aborde lui la question de la protection physique des installations nucléaires notamment contre les risques de sabotage (cf Infcirc 225 Rev 4 de 1998)**.** Un certain Bernie Weiss est en charge de ces questions au Département des Safeguards.

Dick Stratford me fait ensuite un long exposé sur la « Trilateral Initiative » conclue entre les États-Unis, la Russie et l'Agence, destinée à placer sous safeguards des quantités de matières fissiles provenant des programmes militaires américains et russes. Les excédents américains sont de 174 tonnes d'Uranium Hautement Enrichi (UHE) et de 52 tonnes de Plutonium, alors qu'actuellement respectivement 10 et 2 tonnes sont sous contrôle de l'Agence.

Le travail technique progresse bien. En ce qui concerne les aspects juridiques les progrès sont plus lents. Il faut pouvoir garantir que les matières sous contrôle le restent jusqu'à ce qu'elles se trouvent sous la forme de combustible usé ou qu'elles soient conditionnées en vue de leur évacuation géologique. Je retrouverai régulièrement Dick Stratford à Vienne, en tant que chef de la délégation américaine, lors des discussions dans le cadre de l'Initiative Trilatérale

Interviennent encore Bruce Moran sur l'implémentation des safeguards aux Etats-Unis, puis Lisa Owens et Alex Burkart sur le soutien que les États-Unis apportent à l'Agence : 25% du budget régulier plus environ 30 millions de dollars en contributions extrabudgétaires ainsi que la mise à disposition de nombreux « cost free experts » et un soutien technique important y compris en matière de recherche et développement en vue de répondre aux besoins spécifiques des Safeguards. A cet égard Lisa Owens (Acting Chairman of the Subgroup Safeguards Technical Support-SSTS) souhaite un meilleur feedback sur les besoins en équipements des inspecteurs et Alex Burkart se plaint de ce que seulement 16% des cadres ("professional staff") du Département soient américains et bien moins encore au niveau des sous-directeurs (« Section Heads »).

Tous ces sujets feront partie de mon travail au cours de mon mandat à l'Agence, et je retrouverai touts ces experts à un moment ou un autre.

[19] Le Protocol Additionnel américain n'entrera en vigueur que 10 ans plus tard, le 6 janvier 2009 !

Michael Guhin aborde quant à lui la négociation à Genève du **FMCT[20].** L'AIEA n'est pas partie aux négociations mais sera chargée d'effectuer les vérifications résultant de ce Traité. Ceci pourrait laisser supposer qu'à l'époque l'Administration Clinton croyait possible la conclusion d'un tel traité.

Sont aussi présents Sharon Squassoni (ACDA Bureau of Nonproliferation and Regional Arms Control), Linda Gallini, Dave Jonas (lieutenant Colonel, U.S. Marine Corps International Negotiations at the Pentagon), John Kniley ainsi que Ken Sanders (DOE), Janice Dunn Lee (NRC), Susan Burn (ACDA), Bob Newman (ACDA), Martin Peterson (DOE) et John Evans (NPC).

Heureusement la matinée se termine car franchement la tête me tourne. Mais ce n'est pas fini. Je suis conduit au bureau de John Holum qui est Under Secretary of State for Arms Control and International Security. Son immense bureau aux murs recouverts de boiseries est décoré d'un grand drapeau américain. John Holum, qui est grand, chauve et porte une petite moustache blonde me reçoit seul avec cérémonie. Après la foule du matin le contraste est saisissant et je suis quelque peu impressionné. Bien sûr, comme tous les autres il me dira combien les activités du Département des Safeguards de l'AIEA sont essentielles à la sécurité de son pays. Curieusement il insistera sur trois priorités : les garanties intégrées (Integrated Safguards), la Corée du Nord et le FMCT.

Suit un déjeuner au huitième étage du State Department avec plusieurs des intervenants du matin plus Greta Dicus (NRC Commissioner), Rose Gottemoeller (Director DOE Nonproliferation and Regional Arms Control), Sally Horn (Director Nonproliferation Policy, Office of the Secretary of Defense), Terry Lash (Director USDOE, Office of International Nuclear Safety and Cooperation).

Mais revenons en Belgique où je suis toujours en fonction à plein temps à Synatom.
Le jeudi 18 mars 1999, Philippe Bodson, en conflit avec Gérard Mestrallet à cause de sa volonté de préserver l'indépendance et l'encrage belge de « son » Groupe, quitte son poste d'Administrateur Délégué de TRACTEBEL où il est remplacé par Jean-Pierre Hansen. Une page de l'histoire du Groupe vient de se tourner. Il ne fait aucun doute que grâce à sa vision stratégique, à son dynamisme et à son charisme, Philippe Bodson a donné à TRACTEBEL une renommée mondiale rendant ses collaborateurs fiers d'y travailler.

Pour moi les départs s'enchaînent aussi. Le 23 mars je fais mes adieux au Comité Consultatif de l'Agence d'Approvisionnement d'EURATOM dont j'ai été membre depuis 1978 et Président de 1981 à 1985. Puis, le 1er avril, j'assiste pour la dernière fois au Conseil d'Administration de Synatom. Son Président (l'ancien ministre de l'énergie) Firmin Aerts clôture la réunion en m'adressant quelques mots très chaleureux dont je retiens ceux-ci :
« Avec votre départ, c'est un peu de la substance même de Synatom qui s'en va, puisque vous y avez travaillé durant 22 ans, soit depuis sa mission actuelle. Vous avez pleinement œuvré à son essor et à assurer la position qu'elle occupe aujourd'hui, non seulement au niveau national mais aussi au niveau international, où vous avez contribué à une renommée qui est sans commune mesure avec la taille de notre société ».

[20] "Fissile Material Cut-off Treaty" discuté à Genève dans le cadre de la Conférence du Désarmement (constituée en 1979)

Le 13 avril, à Stuttgart, je préside pour la dernière fois le Conseil d'Administration de l'Organisation des Producteurs d'Energie Nucléaire (OPEN**).** Sept jours plus tard, à Vélizy, je participe à ma dernière réunion du Directoire d'Eurodif où j'aurai pendant six ans poussé ses PDG successifs (Schneider Maunoury et Yves Coupin) à montrer plus de transparence à l'égard des actionnaires minoritaires (Espagne, Italie et Belgique).

Le 21 avril, nous sommes invités Colette et moi à dîner chez André Jaumotte[21], en l'honneur de ma nomination à l'AIEA. Il a, entre autres, réuni autour de nous Jacques Devooght et Jean-Pierre Contzen. Devooght a été mon professeur de physique nucléaire à l'ULB et aussi le patron de mon travail de fin d'études en Polytechnique (1963) et de mon doctorat en sciences appliquées (1971). J'ai toujours eu pour lui la plus grande admiration et il ne fait pas de doute qu'il a eu sur moi une influence déterminante. A mon grand regret Jacques Devooght décédera inopinément le 24 août 1999, quatre mois après ce dîner et notre départ pour Vienne.

Notre départ pour Vienne fin avril m'oblige a anticiper de 15 jours la surprise que je prépare pour fêter les 50 ans de Colette (le 9 mai).
Depuis des mois je profite de mes voyages à Paris pour y préparer une grande soirée dansante et un dîner sur une péniche.
Nos amis sont invités chez nous le samedi 24 avril à 15h30 pour un apéro sous prétexte de fêter notre prochain départ pour Vienne. A 16h00 précises je convie tout le monde à monter dans un autocar qui nous attend plus bas dans la rue et qui démarre pour une destination inconnue de Colette. C'est dans une ambiance de voyage scolaire que nous arrivons à Paris où nous débarquons, accueillis par un orchestre tzigane. Nous y retrouvons quantité d'autres invités parisiens et aussi les bruxellois qui ont décidé de se rendre en voiture à Paris pour y passer le weekend. Une soirée inoubliable !

Quatre jours plus tard, le mercredi 28 avril à 11 heures se tient dans les bureaux de Synatom, merveilleusement situés au 16ème étage de la tour du Bastion (anciennement "tour des AG") à la Porte de Namur, la réunion de tout le personnel pour « fêter » mon prochain départ. Monsieur Jacques Laurent y fait, une fois n'est pas coutume, un bref mais très élogieux discours dont je reproduis le texte en annexe. Je ne peux m'empêcher de citer ici sa deuxième phrase : « J'étais, je l'avoue, bien loin de penser que vous pourriez quitter Synatom avant terme. L'effet de surprise a donc été total… ». Il faut savoir que quelques années auparavant Jacques Laurent nous avait convié, le président Firmin Aerts et moi, à un déjeuner au restaurant du dernier étage de l'immeuble de Tractebel, 1 place du Trône. Au cours de ce déjeuner (ce devait être en décembre) Firmin Aerts avait recommandé à M. Laurent de se montrer généreux dans les augmentations et primes de fin d'année pour le personnel de Synatom et surtout ses cadres supérieurs qui avaient accompli un travail remarquable. Ce à quoi M. Laurent répondit avec un sourire ironique : « je n'en vois pas la nécessité étant donné que les cadres de Synatom sont si spécialisés qu'il n'y a aucun risque qu'ils quittent leurs fonctions ».
Louis Pasteur a dit : « La chance ne sourit qu'aux esprits qui y sont préparés ». Ce jour là M. Laurent a contribué à me préparer à saisir toute bonne occasion de quitter Synatom !

Je reçois ensuite, de la part de l'ensemble des membres du personnel de Synatom, un cadeau hautement symbolique : une magnifique lampe de bureau des années 1930 « afin que vous conserviez un souvenir lumineux de nos nombreuses années de vie commune ». A l'heure où j'écris ces lignes, tant d'années plus tard, cette lampe est allumée sur mon bureau, à Bruxelles,

[21] Il fut mon professeur à l'école polytechnique de l'Université Libre de Bruxelles, et recteur de l'université de 1973 à 1981.

et je repense avec tendresse à tous mes anciens collègues de Synatom avec qui j'ai relevé pendant plus de 20 ans tant de défis et mené tant de combats pour que la Belgique bénéficie d'une production d'électricité d'origine nucléaire sûre et économique, favorable à l'emploi domestique, à la balance des paiements du pays et à la protection de l'environnement.

Deux jours plus tard, le vendredi 30 avril à 13 heures j'embrasse ma fidèle et très dévouée secrétaire, Mme Claire de Lima (que j'avais déjà connue au tout début de ma vie professionnelle à la Belgonucléaire à la fin des années '60) et je referme derrière moi, pour la dernière fois, la porte de Synatom.

Photo de tous mes collègues en avril 1999 (sauf Christian Hoenraet et Bernadette De Landtsheer).
A l'avant de g à d : Mmes Marie-Thérèse Lejoly, Nan Nieuwstraeten, Claire de Lima, Marcella Cubert, Caroline Lauwers, Françoise Renneboog, Irènr Godart, et Laïla Draoui.
A l'arrière de g à d : MM. Karel Cardoen, Daniel Cordier (caché), René Girard, Jean Van Antwerpen, Jacques Megank, Jean-Marie Thomson, Jean Danguy, Gérard Pauluis, Pierre Haubert, Luc Janssen, Christian Dierick et Guy Demazy.

Je rentre à la maison juste un peu plus tôt que pour un week-end ordinaire.

Samedi après le déjeuner, c'est avec plus qu'un pincement de cœur que nous faisons, Colette et moi, nos adieux aux parents et aux enfants, avant de prendre la route. Le coffre de notre Audi 6 est rempli de valises et un ordinateur primitif trône sur le siège arrière. Nous n'avions ni GPS ni même de téléphone mobile à cette époque !

Après une étape en Allemagne dans un petit village où nous mangeons de délicieuses asperges blanches, nous arrivons à Vienne, le dimanche 2 mai, au 51 de la Reisnerstrasse. C'est là que ma mère a passé une grande partie de sa jeunesse. Cette grande et belle demeure appartient maintenant à ma Tante Hedwig (Sacken), une des deux sœurs aînées de ma mère. Au bas de l'escalier monumental trône un buste en marbre blanc de mon arrière-grand-père Heinrich von Ferstel, un des célèbres architectes viennois du XIXème siècle.

Le premier étage est loué à l'ambassade de Finlande. Tante Hedwig occupe le deuxième étage. Elle nous accueille chaleureusement.
Nous prenons nos quartiers au troisième étage dans un tout petit appartement composé d'une chambre et d'un petit salon-salle à manger-cuisine.

Le lundi 3 mai à 7h30 du matin je quitte notre gîte de fortune pour commencer avec appréhension une nouvelle vie. Vais-je être à la hauteur de la tâche qui m'attend ? Colette vient de m'embrasser en me souhaitant bonne chance. Elle se retrouve seule dans un pays dont elle ne connait pas la langue et où, à part mes cousines, elle ne connait personne. Elle se demande « et maintenant que vais-je faire ? ».

Annexe 1

Lettre à M. Willem Brakel[22] datée du 21 décembre 1999 (extraits)

Dear Mr. Brakel,

[...] I am deeply aware of the importance that an efficient and strengthened safeguards system represents for a world, including the United States in particular, justifiably concerned about non-proliferation and peace.

It is precisely because I have long shared these concerns that I look forward to the possibility of contributing with all my energy and capability as IAEA Deputy Director General for Safeguards should I have the privilege of being selected.

Clearly, if I am chosen as Bruno Pellaud's successor, my first priority will be to come to Washington to meet all the experienced specialists involved in these matters and to listen to, and be guided by, their valuable advice.

There are several items which I should like, most respectfully, to clarify:

First, I was not "selected as the Belgian candidate for the position of IAEA DDG for Safeguards". I applied for the position because of my keen personal interest and commitment to the work and goals of the Agency. Only after getting positive feed-back from the Agency's Secretariat did I obtain, as was appropriate, the support of the Belgian Ministry of Foreign Affairs. [...]

[22] Premier Secrétaire de l'Ambassade des Etats-Unis à Bruxelles.

As to a January meeting, I regret that a number of previous commitments preclude my coming to Washington before the end of the second or beginning of the third week of the month. [...]

Please accept my best wishes for the holiday and a fulfilling and successful New Year.
Yours sincerely, Pierre Goldschmidt

Annexe 2

Texte prononcé le 28 avril 1999 par Jacques Laurent à l'occasion de mon départ de Synatom

Nous sommes tous réunis ce matin, mais une fois n'est pas coutume, ce n'est pas à vous, Monsieur Goldschmidt, qu'incombe aujourd'hui de faire le discours !

J'étais, je l'avoue, bien loin de penser que vous pourriez quitter SYNATOM avant terme. L'effet de surprise a donc été total quand vous m'avez annoncé, il y a quelques mois, votre départ vers d'autres horizons !

De votre longue carrière à SAYNATOM que depuis 22 ans vous connaissez sur le bout des doigts, vous laisserez dans nos mémoires l'image d'une forte personnalité, notamment par votre volonté et votre ténacité à résoudre les problèmes les plus complexes.

Votre souci de la perfection en toutes choses ne laissait que peu de place à l'erreur et je pense que ce ne sont pas vos collaborateurs directs qui me contrediront.

Défenseur acharné et convaincu de l'industrie nucléaire, vous vous êtes impliqué à fond dans la mission qui vous était confiée et vous avez toujours pris à cœur la défense de nos intérêts dans un secteur difficile car très controversé.
Vous aves su d'ailleurs adapter cette défense nucléaire à l'évolution des esprits et au contexte économique dans lequel évolue cette industrie.

Votre intérêt pour le nucléaire ne date cependant pas de votre carrière à SYNATOM puisque vous avez acquis un *Master of Science in Nuclear Engineering* avant d'entrer à BELGONUCLEAIRE puis à ELECTROBEL.

Votre ardeur à défendre vos idées vous a valu une solide réputation de stratège et de négociateur tant sur le plan national, qu'international, et vos mérites ont d'ailleurs été pleinement reconnus puisque vous avez participé de façon active à divers organismes -la liste e serait trop longue- qui ont fait appel à vos compétences et à votre longue expérience ; Grâce à votre impulsion, notre société, petite par sa taille, mais grand par ses idées, a pu se faire reconnaître au plan international.

Ces divers mandats et missions sur les cinq continents vous ont ainsi donné l'occasion de tisser des liens d'amitié avec bon nombre de personnes, ce qui vous donne aujourd'hui l'opportunité de vous rendre dans n'importe quelle contrée du globe pour y retrouver des amis sincères, ce qui constitue certes un capital précieux et irremplaçable.

A un âge où beaucoup songeraient à prendre - ou à tout le moins préparer - leur retraite, vous avez opté pour un nouveau départ et avez forcé l'admiration de plus d'un en relevant ce défi supplémentaire, malgré ce que ce choix implique de changements dans votre vie, non seulement professionnelle, mais aussi familiale, sociale et culturelle.

Votre mission sur une question aussi épineuse, délicate et politiquement sensible qu'est la non-prolifération ne sera certainement pas aisée, mais je suis convaincu, comme tout SYNATOM d'ailleurs, que vous saurez la mener avec succès.

A présent une nouvelle page se tourne donc tant pour vous que pour nous, et afin que vous conserviez un souvenir lumineux de nos nombreuses années de vie "commune" à SYNATOM, je voudrais vous remettre au nom de tous un souvenir qui, nous l'espérons, vous éclairera dans les moments un peu plus sombres !

Nous vous souhaitons, ainsi qu'à Madame Goldschmidt, une heureuse vie à Vienne et soyez certain que nous pouvons vous donner la "garantie" que nous ne vous oublierons pas !

Bruxelles, ce 28 avril 1999